

# LA SOCIÉTÉ CIVILE, MOTEUR D'INNOVATION POUR ASSURER DES INVESTISSEMENTS PUBLICS SOUTENUS EN FAVEUR DE LA PLANIFICATION FAMILIALE : LE CADRE COMMUN - RÉSUMÉ ANALYTIQUE

FÉVRIER 2018

## ÉTAT ACTUEL DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN MATIÈRE DE PLANIFICATION FAMILIALE

Ces dernières années, les gouvernements ont réalisé des progrès importants pour augmenter le financement des programmes de planification familiale, même si des efforts considérables restent encore à fournir. Par exemple, d'importantes initiatives telles que FP2020, le Partenariat de Ouagadougou et le Mécanisme de financement mondial ont réussi à mobiliser les engagements souscrits par les gouvernements en faveur du financement des programmes de planification familiale. Les efforts de sensibilisation ont permis que ces engagements soient concrétisés par des allocations budgétaires mais, face aux difficultés liées au contrôle des dépenses gouvernementales en temps réel, peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne le suivi de ces dépenses. Par ailleurs, il n'existe pas d'approche communément acceptée pour mesurer et assurer le suivi des dépenses gouvernementales en matière de planification familiale ce qui empêche de comparer les investissements gouvernementaux entre les pays et de faire une évaluation comparative des dépenses gouvernementales.

Il est indispensable que les gouvernements s'approprient les programmes de planification familiale de manière durable. Les investissements publics en matière de planification familiale sont essentiels pour renforcer la résilience des pays face à la volatilité du contexte financier mondial actuel. Les pays sont confrontés à des restrictions néfastes imposées par la politique américaine de financement de la santé mondiale, la baisse des financements américains de la planification familiale à l'échelle internationale, la stagnation du soutien des bailleurs de fonds en faveur de la planification familiale et la diminution des ressources accordées au FNUAP. Tous ces éléments compromettent sérieusement l'accès équitable à une planification familiale de qualité.<sup>1,2,3</sup> Et pourtant, l'appropriation par les gouvernements nationaux reste encore à la traîne dans bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne, comme en témoigne la faible part des investissements en termes de pourcentage du soutien total nécessaire pour garantir des programmes de planification familiale de qualité.

## INNOVATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES NATIONALES

La société civile a un important rôle à jouer dans le renforcement de la mobilisation de ressources nationales de façon durable. En juillet 2017, PAI et Advance Family Planning ont réuni des experts du plaidoyer budgétaire

pour la planification familiale venus du Kenya, du Malawi, du Nigeria, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie afin de rendre opérationnel un cadre commun pour le suivi des dépenses gouvernementales liées à la planification familiale.<sup>4</sup> Les participants ont également exploré les différents moyens d'adapter le cadre dans un contexte sous-national. L'objectif à long terme de cet effort vise à s'assurer que les gouvernements respectent leurs responsabilités en allouant et en dépensant la majeure partie des fonds requis pour l'approvisionnement des produits et la prestation de services de planification familiale.

## UN CADRE COMMUN D'ÉVALUATION DES DÉPENSES PUBLIQUES POUR LA PLANIFICATION FAMILIALE

Le cadre qui a été mis à jour lors de cette réunion est un ensemble d'indicateurs partagés que les défenseurs de la planification familiale et les agences techniques peuvent utiliser pour contrôler les dépenses publiques consacrées à la planification familiale de manière comparable pour les différentes régions (voir Encadré 1). Afin d'estimer les dépenses en temps réel, la Samasha Medical Foundation de Kampala a mis au point une approche innovante de collecte de données fondée sur la mise en œuvre du plan de travail, suivie d'une cartographie des activités chiffrées prévues dans le plan de travail par rapport au budget approuvé. Bien que cette approche de suivi des données n'est pas parfaite, ce sera néanmoins une estimation rapide des dépenses gouvernementales au cours d'un exercice budgétaire. Le cadre prévoit également un volet relatif à la transparence qui est nécessaire pour mesurer l'accès aux informations à des fins de contrôle et de redevabilité. L'ensemble de ces indicateurs feront l'objet d'un suivi continu à part en ce qui concerne les méthodes contraceptives, aussi bien que de la gamme complète de services de planification familiale définie par l'Organisation mondiale de la Santé. En utilisant ce cadre commun comme référence, il est prévu que l'appropriation par les gouvernements soit accrue, ce qui sera mesuré par l'augmentation de la part des dépenses gouvernementales pour la planification familiale, en pourcentage du financement total nécessaire sur le long terme.

## UN SUIVI EN TEMPS RÉEL ET UNE GRILLE D'ÉVALUATION

Les indicateurs compris dans ce cadre commun seront collectés et présentés sous la forme de deux outils de plaidoyer différents en fonction des types de décisions et des décideurs que les défenseurs souhaitent influencer. Au

cours de l'année prochaine, PAI collaborera avec d'autres leaders sur le terrain pour mettre en place un tableau de bord destiné au suivi en temps réel afin de garantir des progrès au cours d'un exercice budgétaire déterminé, lorsqu'il y aura des opportunités de collaboration avec les gouvernements, et elle permettra d'effectuer aussi des corrections en cours de route. Les données budgétaires officielles collectées lors du suivi en temps réel seront utilisées pour alimenter une grille d'évaluation comparative entre pays que les défenseurs peuvent utiliser pour renforcer la pression des pairs entre pays et favoriser le soutien politique de haut-niveau à tout moment du cycle du budget et de la planification.

## CONCLUSIONS

Une nouvelle série d'engagements financiers souscrits par les gouvernements lors du Sommet de Londres sur la Planification Familiale de 2017 a réitéré la nécessité de suivre les dépenses. La priorisation des indicateurs durant cette réunion organisée par PAI et AFP a été la première étape de la mise en œuvre du cadre commun. La phase suivante permettra aux défenseurs et aux gouvernements d'acquiescer les outils nécessaires pour comprendre comment un pays alloue et dépense les ressources liées à la planification familiale. Cette méthodologie peut aider aux défenseurs à répondre à des questions clés concernant la manière d'utiliser les données budgétaires et de prévoir un processus clair pour la collecte d'informations.

## ENCADRÉ 1. CADRE COMMUN (MIS À JOUR)

Légende :

\* Signale un indicateur prévu pour un suivi en temps réel, dans le cycle budgétaire et il peut s'appuyer sur des sources de données non officielles.

^ Désigne un indicateur dans la grille d'évaluation qui sera créé une fois par an en fonction de données officielles/publiques.

<b>BESOINS DE FINANCEMENT</b>	1. Montant du financement nécessaire pour atteindre les objectifs de planification familiale au cours d'une année donnée, comme le prévoit le gouvernement
<b>AFFECTATIONS</b>	2. Les affectations budgétaires gouvernementales pour la planification familiale en pourcentage du financement total nécessaire par an*, ^ 3. Affectations budgétaires pour la planification familiale en pourcentage du (en capital ou en provenance de l'aide au développement) budget total de la santé*, ^ [Prioritaire]
<b>DÉCAISSEMENT</b>	4. Fonds décaissés à ce jour, en pourcentage du financement affecté à la planification familiale* 5. Pourcentage du budget pour la planification familiale décaissé comme prévu ^ [Qualité des dépenses]
<b>DÉPENSES</b>	6. Dépenses réelles en pourcentage des affectations budgétaires pour la planification familiale ^ [Exécution du budget] 7. Financement dépensé en pourcentage des fonds décaissés* [Absorption] 8. Dépenses annuelles du gouvernement pour la planification familiale par habitant (par femme utilisant des méthodes modernes pour les dépenses en matière de contraception) ^ [Adéquation]
<b>RÉSULTAT</b>	9. Dépenses gouvernementales liées à la planification familiale en pourcentage du financement total nécessaire pendant une année donnée ^ [Appropriation par le gouvernement]
<b>TRANSPARENCE</b>	10. Informations sur les affectations et les dépenses pour chaque ligne budgétaire relative à la planification familiale qui sont accessibles au public, y compris le niveau de détail et la rapidité de transmission des informations ^

## NOTES

- 1 PAI. (Septembre 2017). Ce qu'il faut savoir des restrictions relatives à la politique américaine « Protéger la vie dans l'aide de santé mondiale ». Extrait de : <http://trumpglobalgagrule.pai.org/understanding-the-policy/>
- 2 Wexler, A. et J. Kates. (Décembre 2017). Donor Government Funding for Family Planning in 2016. Kaiser Family Foundation. Extrait de : <https://www.kff.org/global-health-policy/report/donor-government-funding-for-family-planning-in-2016/>
- 3 PAI. (Septembre 2017). The Fix is In-Shaheen Amendment Counters Anti-Family Planning House Bill. Washington Memo. Extrait de : <https://pai.org/newsletters/overkill-house-committee-votes-ratify-trump-attacks-international-family-planning/>
- 4 Pour le rapport de la réunion précédente, voir Couture, T. et S. Dennis. (Juillet 2016). Towards A Common Framework for Measuring Government Spending on Family Planning. PAI. Extrait de : <https://pai.org/reports/towards-common-framework-measuring-government-spending-family-planning/>